
CNAS du 3 Avril 2014

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Fidèle à sa tradition d'indépendance, Force Ouvrière n'a pas donné de consigne de vote pour les récentes élections.

Force est de constater que les résultats traduisent un fort mécontentement de la politique d'austérité menée par le gouvernement.

S'agissant de nos ministères économiques et financiers, FO Finances considère qu'il y a dans ces résultats, un rejet de la politique de l'emploi, des plans stratégiques et plus généralement de la MAP.

Pour FO FINANCES, l'action sociale demeure dans ce contexte une priorité et son budget doit être préservé voire amélioré.

Quand dans le même temps, d'après les résultats de la dernière vague de l'observatoire interne, 72% des agents considèrent que leurs conditions de travail se dégradent, l'action sociale ministérielle a plus que jamais sa place.

Cela passe aussi par un versement des acomptes des subventions aux associations, aux échéances mentionnées sur les conventions, pour maintenir le niveau de prestations tant en volume qu'en quantité. C'est l'objet du courrier du 31 mars des Fédérations, adressé au Secrétaire Général.

C'est pour l'ALPAF, par exemple, permettre d'atteindre l'objectif de réserver 10 000 logements d'ici à fin 2014.

S'agissant des dix suppressions d'emplois annoncées dans les délégations départementales, FO FINANCES s'interroge sur la motivation de l'administration à tarder de présenter les départements impactés par les suppressions d'emplois, suscitant ainsi les plus folles rumeurs.

FO FINANCES revient sur l'intégration des coins repas dans l'enveloppe budgétaire du BIL depuis le 1^{er} janvier.

Elle dénonce de nouveau un choix qui contraint les CDAS à prioriser des actions par rapport à d'autres ou bien à délaisser les coins repas au profit d'autres actions.

Il nous remonte déjà des estimations de dépenses supérieures aux crédits attribués à certains départements. Ces faits confortent notre analyse, et nous n'en sommes qu'à quatre mois d'exercice budgétaire.

Qu'en sera-t-il de la fin de l'exercice 2014?

Par ailleurs, nous sommes toujours en attente d'une réponse du secrétariat général à notre lettre, sur l'octroi d'une subvention supplémentaire pour la Nouvelle Calédonie.

Pour en venir aux points de l'ordre du jour, FO FINANCES réaffirme sa totale opposition à la doctrine d'emploi du correspondant social qui institue un lien hiérarchique entre les services de l'action sociale et les services RH.

Pour les secours, FO FINANCES a dénoncé la nouvelle organisation qui rallonge les délais de paiement du fait des nombreux intervenants. Si le bilan fourni nous rassure un peu, certaines situations doivent être traitées dans l'urgence soit moins de 48h.

Aujourd'hui vous avez une réflexion sur l'élargissement des critères d'attribution des aides pécuniaires qui permettrait au réseau du service social d'intervenir en amont. Compte tenu de la rigidité du système acté, FO FINANCES reconnaît que les critères doivent être assouplis et qu'en complément, un prêt personnel pourrait répondre aux besoins des agents.

A l'heure où de nouveaux ministres prennent leurs fonctions, FO Finances réaffirme son attachement à une action sociale ministérielle forte, dotée de moyens budgétaires répondant aux attentes des agents.

C'est pourquoi, FO Finances sera attentif aux premières orientations définies par nos ministres dans le cadre de la préparation du budget 2015.

RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ
DE L'ACTION SOCIALE SUR :

<http://www.financesfo.fr/> 

Rubrique ACTION SOCIALE
